



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violences à Chanteloup-les-Vignes

Question au Gouvernement n° 2353

Texte de la question

VIOLENCES À CHANTELOUP-LES-VIGNES

**M. le président.** La parole est à M. François Pupponi.

**M. François Pupponi.** Monsieur le Premier ministre, la semaine dernière, à Béziers, un mineur délinquant récidiviste est soupçonné d'avoir incendié l'école de son quartier. Ce week-end, à Chanteloup-les-Vignes, une bande de criminels – je dis bien des criminels – très organisée a incendié un équipement culturel et monté un guet-apens contre les policiers et les pompiers.

Ces deux événements viennent s'ajouter à la longue liste quasiment quotidienne d'agressions contre des policiers, des pompiers, des enseignants, des élus, bref contre tous ceux qui représentent la République dans ces quartiers.

Ces faits n'ont pas surpris les acteurs de terrain qui nous alertent depuis plusieurs mois sur la situation extrêmement tendue qui y règne. En fait, ces acteurs avaient tout dit et tout écrit dans le fameux rapport Borloo abandonné lamentablement dans les circonstances que l'on connaît.

Certes, vous avez fait des choses. Il faut le reconnaître et le saluer : le dédoublement des classes en CP et CE1, les emplois francs, le plan Seine-Saint-Denis, par exemple. Mais ces mesures ne constituent pas une réelle politique pour ces quartiers et vous le savez, car au moment même où vous les mettiez en œuvre, vous ralentissiez le rythme de la péréquation, privant ainsi les collectivités concernées de moyens indispensables. De même, vous saviez pertinemment, en enlevant des moyens aux bailleurs sociaux, que ceux-ci n'auraient plus la capacité d'accompagner avec ambition les projets de l'ANRU, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Aujourd'hui, nous apprenons qu'un rapport remis au ministre met en cause l'éducation prioritaire, alors que la réussite de celle-ci est saluée par tous les acteurs éducatifs.

Pendant qu'en fait, nous baissons la garde, les réseaux délinquants principalement liés au trafic de drogue prospèrent et gangrènent un peu plus ces territoires, et les réseaux de radicalisation prennent tous les jours un peu plus la place des institutions républicaines.

Ma question est donc simple. Depuis deux ans nous avons beaucoup parlé de ruralité – il fallait le faire –, mais quand allez-vous enfin reparler des quartiers, et surtout quand allez-vous enfin vous adresser à leurs habitants ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LT.– M. David Habib et M. Stéphane Peu applaudissent.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre chargé de la ville et du logement.

**M. Julien Denormandie,** *ministre chargé de la ville et du logement.* Il y a quelques heures, j'étais avec le

ministre de l'intérieur et la garde des sceaux à Chanteloup-les-Vignes. Je voudrais, en commençant mes propos, saluer nos forces de l'ordre, les policiers, les pompiers (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-Agir, LR, LT, SOC et GDR*), qui ont agi avec beaucoup de professionnalisme face à des personnes qui ne respectent en rien les lois et les règles de la République.

Je voudrais également témoigner de tout mon soutien à la maire de Chanteloup-les-Vignes, Mme Catherine Arenou, qui fait un travail formidable avec son équipe, mais aussi à tous les habitants de cette ville qui sont les premiers à pâtir de l'insécurité que vous venez d'évoquer.

Le Gouvernement est très clair, absolument clair.

Tout d'abord, la République ne cédera jamais.

**M. Éric Diard.** La preuve : hier !

**M. Julien Denormandie, ministre.** La plus grande fermeté face à ces individus, c'est toute la politique de reconquête républicaine que nous menons. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) 1 300 policiers seront dédiés à ces quartiers, et aux soixante quartiers de reconquête républicaine que nous créons. (« Ce n'est pas suffisant ! » sur les bancs du groupe LR.)

Ce n'est peut-être pas suffisant, mesdames et messieurs les députés, mais enfin, entre 2007 et 2012, vous avez supprimé 10 000 forces de police. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Donc, arrêtez et regardez aussi un peu vers le passé.

**M. Pierre Cordier.** Nous, on n'a rien dit !

**M. Julien Denormandie, ministre.** Le deuxième pilier de notre politique, c'est que l'État sera à côté des habitants. Cela, c'est la politique de réussite républicaine. C'est tout ce que nous faisons pour l'emploi, avec les emplois francs, tout ce que nous faisons pour l'école, avec le dédoublement des classes, et tout ce que nous faisons pour donner à chaque jeune, dans ces quartiers où le potentiel est là, les mêmes chances de réussite, la même maîtrise de son destin.

**M. Bruno Bilde.** Blabla !

**M. Julien Denormandie, ministre.** Lutter contre le chômage, contre l'insécurité, en faveur de l'éducation, pour la reconquête et la réussite républicaine : le plan du Gouvernement est très clair. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

**M. le président.** La parole est à M. François Pupponi.

**M. François Pupponi.** Je vous le dis sincèrement : je n'ai jamais aimé le terme de « reconquête républicaine », que vous avez employé, car, dans ces quartiers, les élus, les associations et les habitants n'ont jamais abandonné la République.

**M. Christian Jacob.** Le ministre n'a jamais été élu, il n'y connaît rien !

**M. François Pupponi.** Venez les aider et venez les soutenir ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LT, SOC, GDR et LR, ainsi que parmi les députés non inscrits.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre.

**M. Julien Denormandie, ministre.** Vous l'avez noté : chaque fois que je parle de reconquête républicaine, je parle de réussite républicaine. C'est sur ces deux jambes qu'il nous faut marcher (*Exclamations sur les bancs du*

*groupe LR)...*

**M. Sébastien Jumel.** Il manque la jambe de l'État !

**M. Julien Denormandie, ministre** . ...parce que, vous avez raison, les élus locaux sont souvent le dernier rempart de la République dans ces quartiers, avec nos forces de l'ordre et avec le tissu associatif qui fait lui aussi un travail formidable.

Voilà les deux jambes sur lesquelles nous marchons et c'est avec ces deux jambes que nous réussissons.  
*(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

**M. Bernard Reynès.** C'est faux !

## Données clés

**Auteur :** [M. François Pupponi](#)

**Circonscription :** Val-d'Oise (8<sup>e</sup> circonscription) - Libertés et Territoires

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2353

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Ville et logement

**Ministère attributaire :** Ville et logement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [6 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 novembre 2019](#)